

Appel à communication pour une Journée d'étude

RT 15 « Jeunesse, âges de la vie, génération » et du RT 34 « Sociologie politique »
Association Française de Sociologie

13 juin 2008

Laboratoire PRINTEMPS – Université St Quentin En Yvelines

Les circonstances et espaces actuels des socialisations politiques des jeunes

Depuis plusieurs années, des interrogations récurrentes surgissent au sujet des transformations du champ politique. Il est en effet fréquent de faire référence à une « crise de la démocratie » qu'illustreraient la monnaie de l'abstention, la perte de confiance dans le monde politique et la mobilité des positionnements politiques et des choix électoraux. S'opèreraient également une recomposition des cultures politiques, une fragmentation des modalités et des espaces d'engagement, une redéfinition des causes à défendre et un accroissement du recours à des pratiques protestataires, s'accompagnant d'une légitimation de pratiques illégales en références à la notion de désobéissance civile. Les jeunes sont particulièrement concernés par ces transformations : d'une part, parce qu'ils construisent leur rapport au champ politique et, ce faisant, leur pratiques politiques dans ce contexte et, d'autre part, parce qu'ils sont aussi les acteurs de ces formes de participation politique. La socialisation politique des jeunes s'opère ainsi dans un environnement social, économique et politique différent des précédentes générations et se structure dans des circonstances et des espaces variés. Quels sont alors les processus contemporains de socialisation politique des jeunes ?

Cette question est d'autant plus d'actualité que, récemment, plusieurs événements ont conduit les jeunes ou certaines catégories de la jeunesse à intervenir dans l'espace public pour se faire entendre. Ce sont déjà les protestations contre la réforme Fillon, contre le CPE, puis contre la LRU, qui ont conduit les lycéens et les étudiants à se mettre en grève, à manifester, ce qui témoignent de leur capacité à se mobiliser. Ce sont en parallèle les émeutes urbaines de l'automne 2005 dont la dimension politique - recours à l'action violente, rapport aux institutions et revendications - a été interrogée. Ce sont enfin les récentes consultations électorales – présidentielles, législatives et municipales – qui questionnent de manière plus traditionnelle le rapport des jeunes à l'offre politique et leurs usages du vote. Au travers de ces différents événements, sont déclinés plusieurs registres d'action politique qui témoignent, sans s'y réduire, de la variété des formes d'intervention politique des jeunes. Cette journée d'étude se propose non pas de les étudier en tant que tel mais de s'y adosser pour analyser les processus de socialisation politique en jeu.

La socialisation politique est traditionnellement appréhendée sous deux angles : d'une part, le repérage des agences de socialisation politique, l'attention se portant dans les travaux réalisées jusqu'à maintenant, sur la part respective de la famille et de l'école et, d'autre part, l'intérêt quasi exclusif porté aux choix partisans. Or, la socialisation politique ne se réduit ni aux premiers ni au second. En effet, si elle s'adosse à la socialisation primaire classiquement dévolue à la famille et relève d'héritages renégociés par la suite, elle peut s'opérer ailleurs au

travers d'autres espaces de socialisation secondaire. De plus, si elle conduit à faire des choix politiques dans le cadre des procédures électorales, elle est source de compétences pratiques pouvant être mobilisées dans d'autres circonstances. Ainsi, sans négliger les apports des travaux classiques sur la socialisation politique, nous souhaitons au cours de cette journée d'étude être attentifs à la diversité des espaces et des circonstances de socialisation et à ce qu'ils produisent. Nous proposons d'axer la réflexion sur les mobilisations et sur les collectifs d'engagement et d'analyser les processus de socialisation politique en leur sein, en s'intéressant, entre autres, aux compétences politiques qu'ils valorisent et mobilisent et aux apprentissages en résultant.

Axe 1 : Les mobilisations s'inscrivent dans une temporalité spécifique et dans une logique conflictuelle (ou d'opposition) et supposent une organisation de l'action collective (gestion du mouvement, production des revendications, formes d'intervention, etc.). Le plus souvent appréhendées comme des « évènements matriciels » concourant à la formation de générations politiques (comme par exemple les mouvements de 1968 et de 1986), les mobilisations sont l'occasion d'une intense socialisation. Quelles en sont les modalités concrètes ? Comment s'opère la mobilisation et au contraire, quelles sont les circonstances de repli hors mouvement pour ces jeunes ? Quelles sont les formes d'organisation qui sont les plus récurrentes et qui rentrent en jeu dans la construction de cette socialisation politique ? Renvoient-elles à des compétences spécifiques ou traduisent-elles des apprentissages antérieurs ?

Axe 2 : Les collectifs d'engagement organisent les pratiques de leurs membres et produisent des discours et des actions, qui contribuent également à la socialisation politique de leurs membres. L'intérêt portera tout autant sur les collectifs traditionnels comme les partis politiques, les syndicats et les associations que sur les collectifs privilégiant d'autres formes d'organisation – informelle, par projet ou en réseau – ou d'engagement ou initiés par les pouvoirs publics dans le cadre de politiques de la jeunesse (conseils de jeunes, programmes de soutien à l'initiative collective, etc.). Par exemple, les partis politiques et les syndicats disposent de systèmes de formation classiquement pensés pour charpenter la socialisation politique des membres. Quelles sont les formes actuelles de ces dispositifs de formation ? Quels sont les apprentissages qui en résultent ? Dans des organisations moins formalisées, les dispositifs le sont également moins, comment s'opèrent alors ces apprentissages au sein des associations et des mouvements ou au sein des dispositifs publics ? Et, dans les deux cas, quelles sont les compétences qui sont valorisées auprès des jeunes et mobilisées par les jeunes pour agir ?

Comité scientifique : Valérie Becquet, Didier Demazière, Claude Dubar, Sandrine Nicourd, Bernard Roudet et Laurent Willemez.

Les propositions de communication, d'une page, présenteront l'orientation problématique et le terrain d'enquête. Elles sont à envoyer à Valérie Becquet : becquetv@club-internet.fr et à Sandrine Nicourd : sandrine.nicourd@wanadoo.fr avant le **30 avril 2008**.